

Sommaire des raisons alleguees au procez, par frere Claude Mothé, nommé pour tenir l'indult de monsieur le Grant, Conseiller en la Cour, pour raison du prieuré de Moustiers.



Le 4. iour de Ianuier 1603. monsieur le Grant nomma sur les Abbé, & Religieux de S. l'Homer de Bloys maistre Pierre Sillier prebstre seculier lequel, le 15. iour dudit mois apres midy, passa procuration pour signifier ladite nomination. Ce qui fut fait le 17. du mesme mois aussi apres midy.

Le mesme iour 17. ledit sieur le Grant nomma au lieu dudit Sillier, frere Claude Mothé, Religieux de l'ordre de saint Benoit, lequel feit signifier sadite nomination le 25. du mesme mois de Ianuier.

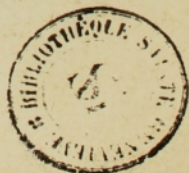
Cependant le 18. dudit mois, le nommé de M^r Malon pretend auoir fait signifier sa nomination, comme pareillement M^r Ribier s'estre nommé sur la mesme Abbaye.

Le benefice contentieux a vacqué au mois d'Aoust 1604. par la mort de messire Henry d'Angènes, & a esté respectiuellement requis par lesdits nommez. Tellement que le differend est entre eux, & ceux qui ont interposé vn titulaire pretendu pour tascher de conseruer le benefice.

Contre Anthoine Gauffre.

Celuy qui premier reuocque en doubte la prouision du nommé de M^r le Grant, & en veut empescher l'effect, comme de tous les autres, est M^r Anthoine Gauffre, sous le nom duquel est le benefice occupé. Dit pour moyens, Que messire Henry d'Angennes n'auoit rien au benefice, & qu'il en est titulaire, rapporte vne prouision du mois d'Auril 1597. On luy respond qu'à ceste prouision est adioustee la condition de se faire promouoir dans l'an, du datte des prouisions, à l'ordre de prebstrise, autrement la prouision nulle & le benefice vacquant. Et par ainsi n'ayant point satisfait à ceste condition necessaire, son droit est esuanouy par la clause irritante de la prouision qui la rend nulle. A laquelle condition il auoit d'autant plus subiect d'obeir que ladite condition est des saintes constitutions de l'ordonnance de Bloys, art. 9. qui oblige ceux qui sont pourueuz des benefices de la qualité de celuy dont est question, de se faire promouoir à l'ordre de prestrie se dans deux mois.

A



Aussi depuis l'annee 1597. iusques au mois de Iuillet 1604. que ledit M^{re} Henry d'Angennes est decedé, il ne se trouuera acte de possession de fait quelconque dudit Gauffre, & il l'a ainsi recogneu. Au contraire ledit sieur d'Angennes a fait bail, disposé du temporel du Prieuré, constitué rente, & au payement affecté le reuenu d'iceluy: Faißt baux emhyteoriques, plaidé en toutes Courts en qualité de Prieur de Moustiers, bref recogneu Prieur, & non iamais ledit Gauffre, qui a tenu sa prouision pour abandonnee & delaissee par l'espace de sept ans entiers: n'estant vraysemblable le fait de force qu'il allegue, Parce que ledit sieur d'Angennes estoit en sa puissance: Luy, son precepteur, qui le tenoiten l'Vniuersité de ceste ville de Paris, lieu libre & d'ailleurs qui pendant ce tēps n'a iamais protesté ny reclamé. De maniere qu'il est vraysemblable, que ceste prouision estoit gardee pour s'en preualoir au faißt aduenü, de laquelle Gauffre n'auoit peut estre aucune cognoissance. Et de fait il a aussi peu faißt d'actes de possession apres le decez dudit d'Angennes qu'auparauant. Tellement qu'au regard de l'indultaire, il suffit de monstrier que ledit d'Angennes est mort en possession, sans qu'on puisse requerir que ceux qui ne succedēt à son droit facēt apparoir de son tiltre: qui est l'opinion de tous les Docteurs & speciallement deuant iuges qui prononcent sur le possessoire. Ne seruant la declaration qu'il rapporte dudit d'Angennes, & sous seing priué: Par laquelle il recognoist qu'il a iouy de force cinq annees, & qu'à l'aduenir, il promet ne plus iouir: Car cela iustifie que la possession, que faisoit ledit d'Angennes, estoit du consentement & du gré dudit Gauffre, & fait paroistre la premeditation de la fraude, pour tascher de conseruer le benefice, aduenant la mort de l'un des deux, qui le fait indubitablement vacquer par le decez du premier, comme il a esté infiniment iugé en tel cas.

Contre Estienne Suard nommé de monsieur Ribier.

Quant à monsieur Ribier, sa nomination se iustifie nulle sans difficulté par les dattes. En l'an 1579. M^{re} Laurens de Fizes fut pourueu de l'Abbaye S. L'homer de Blois. Par sa promotion ayant ouuerture à l'indult, feu M^{re} Cheuallier Conseiller se nomma: le Prieuré saint Martin au faulxbourg de Mōtereau fault-Yonne depēdant de ladicte Abbaye venant à vacquer, son nommé le requist & en fut pourueu. Suard à present nommé pour tenir l'indult de M^{re}. Ribier Religieux de ladicte Abbaye pretendoit en estre aussi pourueu par moyen de resignation. Neantmoins par arrest contradictoire du Conseil del'an 1587. ce benefice fut adiugé à l'indultaire, & en ce faisant M^{re} Laurens de Fizes titulaire de l'Abbaye deschargé de l'indult, & depuis n'y a &

n'y peut auoir ouuerture valable à autre nomination, que par la promotion d'vng nouuel Abbé.

Toutesfois au parauant qu'il y en eust aucun, & ledict de Fizes encore titulaire & Abbé recogneu au mois de Iuillet 1591. M^r Ribier fait sa nominatiō sur l'Abbaye sainct l' Homer: plus d'vng an apres ceste nomination M^r. Laurens de Fizes resigne l'Abaye à M^r René Ragueneau, lequel sur le breuet du Roy obtint arrest du Conseil de l'an 1593. pour en vertu d'iceluy prendre possession à cause de l'interdictiō qui estoit lors. Feu M^r le President de Villeray sur le poinct de ce changement se nomme sur la mesme Abbaye: le Prieur Claustral d'icelle venant à mourir, qui estoit titulaire du Prieuré nostre Dame de Mamers dependant de ladicte Abbaye, ledict sieur President le fait requerir & en obtient prouision, plusieurs se pretendants resignataires le luy disputeront. En fin la plaine maintenue luy fut adiugée par arrest du Conseil sans que iamais pendant ceste contestation M^r Ribier, ny son nommé, soyent interuenuz pour le requerir ny aucun autre benefice & si en l'instance principale: aussi peu en celle de requeste ciuile, qni a esté iugée en l'an 598. par l'issue de laquelle le nommé dudit sieur President de Villeray fut entierement asseuré.

Maistre René Ragueneau decedé, & M^r de la Valette pourueu de l'Abbaye, M^r le Grant, Conseiller en la Cour se nomme. Le Prieuré contentieux venant à vacquer, ledit sieur Ribier veult faire valoir la nomination qu'il a faicte sur de Fizes, à l'endroit de celuy qui est à present Abbé, & met en auant qu'au preiudice de tout autre nommé, le benefice luy doibt estre conferé. M^r le Grant au contraire soustient que la nomination dudit sieur Ribier est nulle de toute nullité, parce qu'elle est anticipée, faicte sur & au temps de M^r Laurens de Fizes quiete & deschargé de l'indult, par la prouision faicte au nommé de M^r. Cheualier du Prieuré de S. Martin, & encores nulle puisqu'elle se trouue faite lors qu'il n'y a eu ouuerture quelconque ne changement d'Abbé, auquel on peust valablement insinuer vne nomination nouuelle. Si nulle au regard de Fizes, telle encores au regard de Ragueneau, qui a esté son successeur, sur lequel il ny eut iamais de nomination faicte par M^r Ribier, & au regard duquel celle qui estoit faicte par aduance sur de Fizes n'auoit aucun effect, & doibt estre reputée comme non aduenue: Car Ragueneau n'estoit pas obligé à l'insinuation faicte à son predecesseur, lequel a transmis l'Abbaye quitte de ceste charge pour son faict & regard en estant deschargé pour son temps, & l'ayant acquité comme dit est. Et qu'ainsi ne soit, M^r le President de Villeray s'estant nommé sur Ragueneau, luy ayant insinué & requis, il a esté remply d'un benefice sans que iamais M^r Ribier ayt reclamé, ou pretendu droit quelconque en vertu de sa nomination nulle par son anticipation: qui fait pa-

roistre le iugement, que luy mesme a fait de son droit, puremēt inutile. Ne seruant de rien ce qu'il allegue, Que ceste prouision au nommē de M^r de Villeray a esté sans son sceu : car ceste ignorance est trop grossiere & affectee, veu qu'en premier lieu l'origine dudit sieur Ribier est de Bloys, son pere l'un des magistrats de la ville, son nommē Religieux de la maison de S. l'Homer demeurant en l'Abbaye, qui a veu mourir le Prieur claustral titulaire du prieuré de Mamers qui l'a peu requerir, contester, interuenir au procez, lequel a duré quatre ou cinq ans, s'il n'eust sceu que sa nomination nulle ne pouuoit rien produire, & que d'icelle il n'en deuoit attendre aucun effect valable, tout effect se rapportant necessairement à sa cause, & ceste nomination n'emportoit aucune obligation ny sur le premier Abbé quieste de l'indult, ny sur le second auquel l'insinuation n'auoit esté faicte, & qui a esté greué enuers vn autre qui s'estoit nommē en saison. Autrement & si ce que pretend ledit sieur Ribier auoit lieu, il ne faudroit plus obseruer les changemēs des Abbez pour se nommer, & seroit indifferent en quel temps, en quelle saison les nominations & insinuations fussent faictes, les Abbez seroyent obligez à plusieurs indults la repletion d'un premier nommē, & la descharge de l'Abbé, pour ce regard ne nuirait point à vn autre qui se nommeroit apres, qui sont neantmoins toutes choses essentielles en ceste pratique, & qui se tiennent pour maximes indubitables.

Cela presuppōsé à quel titre peut ledit sieur Ribier pretendre droit maintenant, luy qui n'a point reiteré ny renouuellé sa nomination sur l'Abbé d'apresent ny sur l'occasion de ceste nouuelle ouuerture? Ne sert qu'il ait requis, car sa requisition faicte lors que le benefice contentieux a vacqué, n'equipole pas à ce qui est prescript pour la nomination, qui doit commencer par lettres & insinuation à l'Abbé nouueau, non greué, & qui doit estre executee en sa forme specifique, à peine de nullité. Les charges & obligations reelles pourroient passer aux successeurs, mais il faut que leur commencement soit valable, d'où se prend & mesure leur perfection, ou bien qu'apres vne subsistance elles ne soyent esteintes ny consommées: car les droits vne fois esteints ne reuiuent plus au preiudice de tierces personnes, auxquelles le droit est acquis. Voila pourquoy soit par la nullité de la nomination, soit par la repletion d'autres indultaires sur chacun des Abbez, le sieur Ribier est sans apparence de droit. Aussi il ny a personne qui ne sache qu'il s'est nommē sur saint Nicolas d'Angers, où il poursuit l'execution de son indult, & en font les procez au Conseil.

Contre Michel Maupeou nommē de monsieur Malon.

Monsieur Malon dit, Qu'encores que la nomination de M^r le Grant ait esté signifiée, le 17. ce neantmoins la sienne qui n'est que

que du 18. doit preualoir, d'autant que le premier nommé dudit sieur le Grant estoit prestre seculier, & par consequent incapable du Prieuré de Moutiers: & qu'il ne luy sert d'en auoir fait subroger en sa place vn autre capable dudit benefice, pource que *in beneficalibus requiritur capacitas tempore rescripti. cap. si eo tempore. de rescript. in 6º.*

Le nommé dudit sieur le Grant soustient au contraire qu'il suffit que Sillier premier nommé fust, comme de fait il estoit, capable de ladicte nomination, pouuant en vertu d'icelle requerir plusieurs benefices seculiers dependans de ladicte Abbaye: & que lors de la vacation dn Prieuré contentieux ledict Mothé subrogé au lieu dudit Sillier soit capable d'icelluy: & qu'en ce cas la capacité doibt estre consideree, non pas eu esgard au temps de la nomination, ains au temps de la vacation du benefice.

Les Indults de M^{as} de la Cour sont graces expectatiues & rescripts, *ad beneficia proximé vacatura: in huiusmodi autem rescriptis capacitas non attenditur tempore date rescripti, sed tempore vacationis beneficij.* Par exemple, si celuy qui a obtenu vn rescript *ad prebendam proximé vacaturam*, est au dessous de l'aage de vingt ou vingt quatre ans: & qu'auparauant qu'il ait atteint l'aage competant pour estre prestre, il vacque vne prebende sacerdotale, elle ne luy est pas deuë, par ce que lors de la vacation d'icelle il ne se trouue pas capable. Mais si auparauant la vacation de ladicte prebende sacerdotale il a atteint l'aage competant pour se faire prestre, elle luy est deuë, pour ce que lors de la vacation d'icelle il est capable, ores qu'il ne le fust lors du rescript par luy impetré, *cap. ei cui. & gl. in verb. aliam. de preb. in 6º.* De mesme celuy qui a obtenu vn rescript du premier benefice Curé qui viendra à vacquer, peut en vertu dudit rescript requerir vn benefice qui lors de la vacation d'icelluy est benefice Curé, combien que lors du rescript il ne fust pas de ladicte qualité, comme tient *Ioan. Andreas* & tous les autres Docteurs, *Clem. litteras de rescript. Cum enim* (disent-ils) *verba gratie dirigantur ad tempus prouisionis, illud tempus inspicitur debet, non autem tempus date.*

On peut dire avec verité que le nommé de M^a. le Grant tousiours esté capable & au commencement & à la fin. La nomination estoit generale sur tous les benefices dependans de ladite Abbaye: Sillier estoit generalement capable de benefices dependans d'icelle: Il est donc capable de ladite nomination, & lors que le benefice a vacqué, & a esté requis par Mothé subrogé au lieu dudit Sillier, ledit Mothé estoit pareillement capable.

Rebuffle sur vne semblable question in §. *statuimus. versic. concurrentibus: In concord.* dit qu'entre les graduez nommez qui concurrent en datte, celuy-là est proferé qui lors de la vacation à le plus hault degre ores que lors de la nomination il eust le moindre: *quia quoad habilitatem, inquit, in-*

spicitur tempus vacationis.

Mais la glose de la prag. sanction *in §. illi verò de collat.* resoult ceste question en beaucoup plus torts termes. Elle parle d'un seculier qui a impetré vng rescript pour estre pourueu du premier benefice qui viendrait à vacquer en la collation d'un Abbé qui n'auoit en sa disposition que des benefices reguliers, desquels par consequent ledit seculier estoit incapable: Et neantmoins si auparauant la vacation du benefice il s'est fait regulier, de sorte que lors de ladite vacation il se treuve capable: Ce glosateur resoult qu'il le peut requerir & qu'il en doit estre pourueu: *Nam cum queritur, inquit, de viribus rescripti, respectu capacitatis impetrantis, si cessat subreptio, attenditur tempus quo rescriptum mandatur executioni: in casu autem isto nulla est subreptio, quia nominatio est generalis ad beneficia non expressè regularia: ideo adaptanda est ad beneficium ad quod reperitur nominatus habilis tempore vacationis eiusdem:*

Ce n'est pas sans raison que ce glosateur a mis ces mots *si cessat subreptio*: c'est pour respondre a l'obiection qu'on eust peu faire, & que le nômé de M^r Malon fait au iourd'hui du chap. *si eo tempore. de rescr. in 6.* Par lequel si celuy qui n'estant pas prestre ny en aage competant pour l'estre, a impetré vn rescript pour estre pourueu d'un benefice ayant charge d'ames, il n'en peut requerir vn de ladicte qualité, combien que lors de la vacation d'iceluy il en soit capable. Car tous ceux qui ont interpreté ce chapitre, disent que la raison d'icelluy est que l'impetrant dudit rescript auoit donné à entendre qu'il estoit capable d'un benefice Curé: tellement que c'estoit vne obreption qui annulloit la grace. Il a esté ainsi Interpreté par la glose du chap. *ei cui. in verb. nondum. de preb. in 6.* Et Fontanus sur la mesme glose *in verb. Intelligendum. Hic inquit, non fuit subreptio: secus in Cap. si eo tempore.* ce qu'il confirme par l'opinion de Panorme: C'est doncq pourquoy le glosateur de la pragmatique a adiousté ces mots *si cessat subreptio.* qui est le cas du chap. *si eo tempore.* à fin que la disposition dudit chap. ne semblast point contraire à son opinion & à celle des autres Docteurs.

On dit, Il est permis de changer de nômé: cela est trop recogneu: voire en ce faisant conseruer son datte: mais on doubte si ce peut estre au preiudice d'un autre auquel le droit semble estre acquis. Responſe: Si la nomination du premier nommé de M^r le Grant estoit bonne, comme il est *in confesso* y ayant benefices reguliers & seculiers dependans de l'Abbaye, il soustient (& cecy ne recoit point de responſe) qu'un Abbé ne pouuât estre chargé qu'a d'un indult & d'une nomination la sienne estant la premiere, qu'elle ne se peut diuiser ny partager par la diuerſe qualité des benefices, & que nommant le premier il a fermé le pas à tous autres qui n'ont peu nommer apres luy que inutilement, ny acquerir droit quelconque. Car tout ainsi qu'apres la nomination d'un regulier,

vn autre ne seroit receuable à se nommer pour l'obtention d'un benefice seculier de la mesme Abbaye, car en ce faisant l'Abbé seroit chargé de deux indults, ce qui ne se peut: de mesme apres vn seculier nommé, le droit ne peut estre acquis à vn autre nommé sous pretexte qu'il fust regulier, & demeure tousiours la verité que sans considerer la concurrence de la nomination inadmissible, la capacité du nommé à l'indult se doit mesurer par le temps de la vacation du benefice: ce qui regarderoit neantmoins le seul interest de l'Abbé, & non d'aucun autre indultaire, qui n'en peut auoir entierement forclos, par vne nomination precedente.

Contre Mussard deuolutaire.

Reste le deuolutaire qu'a suscité Gauffre, pourueu depuis le droit acquis à Mothé, par le decez du vray possesseur, par le moyen duquel le benefice doit estre réputé auoir vacqué, suyuant l'opinion de tous ceux qui ont escript sur la regle, *De publicandis*, & la pratique des Arrests du Conseil. Tellement que ledit Mothé ayant monstre, que Gauffre n'auoit point de droit, la nomination de M^r Ribier nulle, celle de M^r Malon posterieure, le deuolutaire mal fondé, n'y ayant rien à redire en sa capacité, il espere d'estre maintenu au benefice contentieux, avec restitution des fruiets, despens, dommages & interests.

Monfieur DESFRICHES, Rapporteur.



